



**OPALE**  
OBSERVATOIRE  
PARTENARIAL  
ÉCONOMIE  
EMPLOI  
INSERTION

**Regard sur  
l'économie  
et les entreprises  
lyonnaises n°56**

NOVEMBRE  
2022

## Le paysage s'assombrit mais l'activité se maintient

### SYNTHÈSE

L'économie lyonnaise n'échappe pas aux répercussions des tensions conjoncturelles mondiales : l'inflation contraint le pouvoir d'achat des ménages, l'approvisionnement énergétique est source d'inquiétude et la trésorerie des entreprises se tend. Ce paysage conjoncturel incertain rend les prévisions prudentes pour la fin d'année, alors que le nombre de défaillances repart à la hausse dans les tribunaux de commerce de la région lyonnaise.

L'activité économique se maintient malgré tout globalement à bon niveau depuis l'été, à la suite d'un premier semestre soutenu et bénéficiant des effets de rattrapage post-crise. Le climat des affaires reste favorable, y compris dans l'industrie, avec des carnets de commande suffisamment garnis et des besoins en recrutement persistants. Les créations d'emplois salariés restent donc dynamiques et bénéficient à la quasi-totalité des bassins de vie de la région lyonnaise. Le nombre de demandeurs d'emploi diminue à nouveau et le taux de chômage de la zone d'emploi de Lyon atteint 6,4 %, en forte baisse depuis un an.

L'activité économique locale	3
Les emplois salariés privés	4
Les recrutements	6
Le taux de chômage	7
Les demandeurs d'emploi	8
Les bénéficiaires du RSA	10
Les créations d'entreprise	11
Les défaillances d'entreprise	12
L'immobilier d'entreprise	13
Les événements d'entreprise	14

Achevé de rédiger le 28 novembre 2022





# L'activité économique locale

## Sources

- Banque de France – Tendances régionales Auvergne-Rhône-Alpes, octobre 2022
- Banque de France – Point sur la conjoncture française à début novembre 2022
- Insee Auvergne-Rhône-Alpes - Conjoncture régionale, n°34, octobre 2022
- Insee – Note de conjoncture, 6 octobre 2022
- Urssaf – Conjoncture 2<sup>e</sup> trimestre 2022, Stat'ur Auvergne-Rhône-Alpes, n°35, octobre 2022

## L'activité se maintient

L'activité économique lyonnaise se maintient à bon niveau depuis l'été, dans la continuité d'un premier semestre dynamique et malgré un environnement économique difficile. Les créations d'emplois restent fortes et le volume d'heures de travail rémunérées est toujours supérieur au niveau d'avant-crise : au niveau régional, les heures rémunérées en juin 2022 dépassent de 4,5 % le niveau de juin 2019, selon l'Insee.

Fin octobre, les entreprises de la région interrogées par la Banque de France décrivent une tendance toujours favorable. Dans l'industrie, la production progresse légèrement en octobre, des recrutements ont lieu et une croissance d'activité est attendue en novembre malgré des carnets de commande qui diminuent depuis quelques mois. Dans les services marchands, une amélioration de l'activité est également constatée, avec des recrutements, une augmentation des prix de vente et des prévisions positives pour les semaines à venir. La situation est cependant hétérogène selon les secteurs, l'évolution étant plus favorable dans le travail temporaire et dans l'ingénierie que dans le transport routier de marchandises. Dans le bâtiment, les carnets de commande se regarnissent et l'activité reste dynamique.

## Les incertitudes sont fortes

Si l'activité économique résiste, les motifs d'inquiétude sont cependant nombreux. En particulier, la trésorerie des entreprises se dégrade, notamment dans l'industrie et les grandes entreprises. Le moral des chefs d'entreprise est en baisse, avec une certaine forme d'épuisement au fil de l'accumulation des tensions depuis plus de deux ans : crise sanitaire, difficultés de recrutement, inflation, crise énergétique... En revanche les difficultés d'approvisionnement sont en recul depuis le printemps dans l'industrie comme dans le bâtiment, même si elles restent encore importantes : 43 % des entreprises industrielles les mentionnent en octobre (64 % en avril) et 41 % des entreprises du bâtiment (54 % en avril), dans l'enquête nationale de la Banque de France.

# Les emplois salariés du secteur privé

## Clés de lecture

**Champ :** emplois salariés de l'ensemble des cotisants du secteur concurrentiel, hors intérim. N'inclut pas les administrations publiques, l'éducation et la santé non marchandes, les salariés à domicile des ménages et les entreprises relevant de la Mutualité sociale agricole.

**Source :** Urssaf Rhône-Alpes. Données brutes, évolutions annuelles.

**Périmètres :** EPCI du Carré métropolitain, CTM de la métropole de Lyon

## Lexique

**EPCI :** Établissement public à caractère intercommunal

**CTM :** Conférence territoriale des maires (regroupement des communes de la métropole de Lyon par bassin de vie)

**CC :** Communauté de communes

**CA :** Communauté d'agglomération

**Aire d'attraction :** ensemble de communes, d'un seul tenant et sans enclave, constitué d'un pôle de population et d'emploi, et d'une couronne qui regroupe les communes dont au moins 15 % des actifs travaillent dans le pôle

**Carré métropolitain :** périmètre d'étude et d'observation d'UrbaLyon

## Augmentation du nombre d'emplois de 2,4 % en un an

Depuis fin 2020, l'emploi salarié privé augmente de façon régulière. En un an, entre les deuxièmes trimestres 2021 et 2022, le carré métropolitain a gagné 26 700 emplois, soit une hausse relative de +2,4 %. Dans la métropole de Lyon, la progression est de +3 % soit 17 490 emplois supplémentaires.

## Progression de l'emploi dans les grands secteurs...

A l'échelle du carré métropolitain, l'emploi progresse dans l'ensemble des grands secteurs. Les hausses les plus fortes s'observent dans les services aux entreprises, finance, immobilier (+11 640 soit +3,9 %) et dans les services aux particuliers (+8 740 soit +3,5 %). Dans la métropole de Lyon, l'emploi est stable dans le commerce de détail. Il augmente dans tous les autres secteurs. La hausse est également la plus forte dans les services aux particuliers (+6 160, +4,7 %) et dans les services aux entreprises (+9 290, +4,4 %).

L'industrie gagne des emplois à l'échelle du carré métropolitain (2 260, +1 %) et de la métropole (+1 090, +1,5 %). C'est également

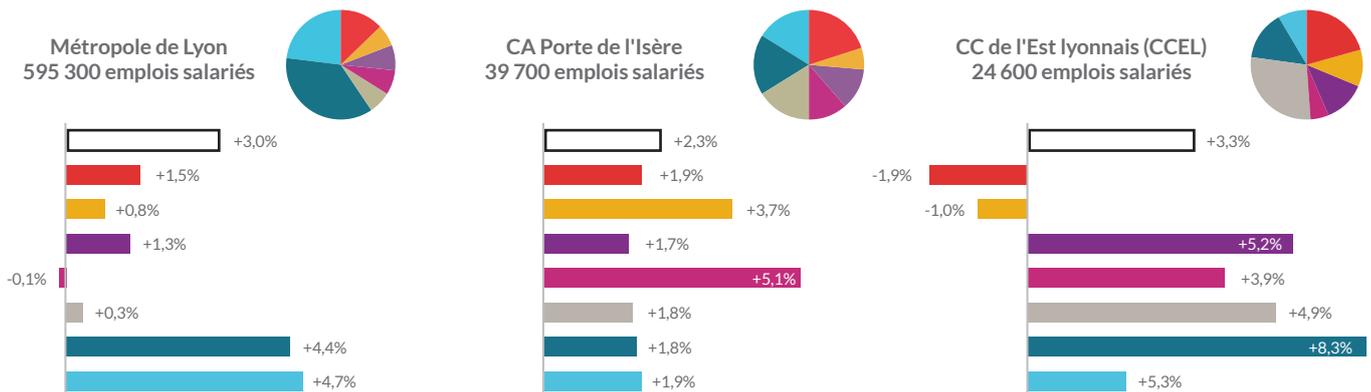
le cas dans la Capi (+151, +1,9 %), la Vallée du Garon (+106, +3,1 %), Miribel et Plateau (+62, +2 %), la Plaine de l'Ain (+46, +0,6 %) et la CA de Villefranche (+30, +0,6 %). En revanche, l'emploi industriel recule dans la CCEL (-96, -1,9 %), à Vienne Condrieu (-82, -2,1 %) et dans le Pays de l'Ozon (-47, -2,4 %). L'évolution de l'emploi dans les secteurs du BTP, du commerce de détail et du transport-logistique est différenciée selon les territoires.

## ... et dans la quasi-totalité des territoires

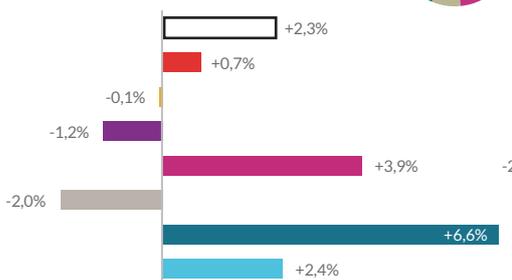
Parmi les plus grands EPCI de l'aire d'attraction de Lyon, les hausses d'emplois sont les plus marquées dans la Vallée du Garon (+3,5 %), la CCEL (+3,3 %) et la métropole de Lyon (+3 %). A l'échelle du carré métropolitain, la hausse est quasi généralisée dans les EPCI. Toutefois, l'emploi diminue de 3,5 % dans le Pays entre Loire et Rhône et de 1,1 % à Annonay Rhône Agglo.

Dans la métropole de Lyon, la CTM de Plateau nord est la seule à enregistrer une légère baisse de ses effectifs salariés : -143 soit -0,7 %. C'est dans le centre que les augmentations sont les plus fortes : +4,5 % à Villeurbanne (+2 290) et +4,2 % à Lyon (+10 410).

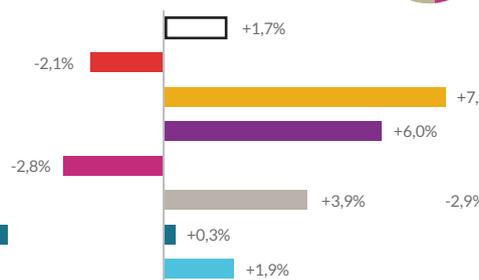
## Évolution de l'emploi en un an par grand secteur d'activité dans les neuf plus grands EPCI de l'aire d'attraction de Lyon et nombre d'emplois salariés privés au premier trimestre 2022



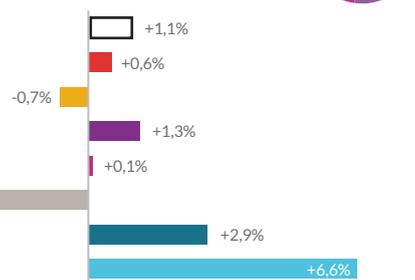
CA Villefranche Beaujolais Saône  
23 400 emplois salariés



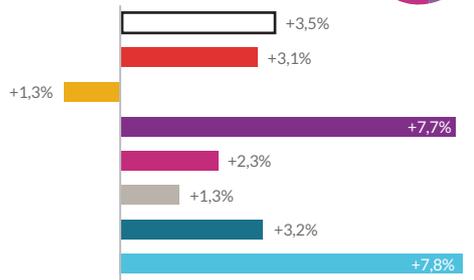
CA Vienne Condrieu  
22 300 emplois salariés



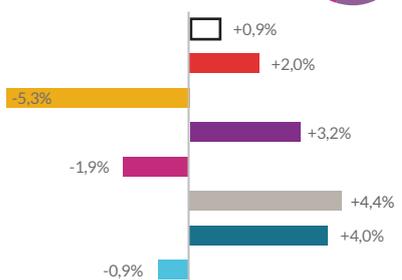
CC Plaine de l'Ain  
21 400 emplois salariés



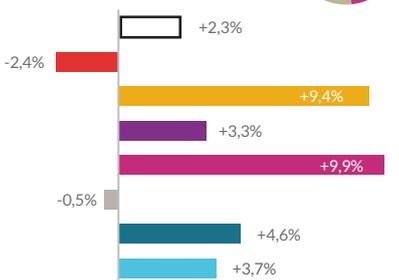
CC de la Vallée du Garon  
15 900 emplois salariés



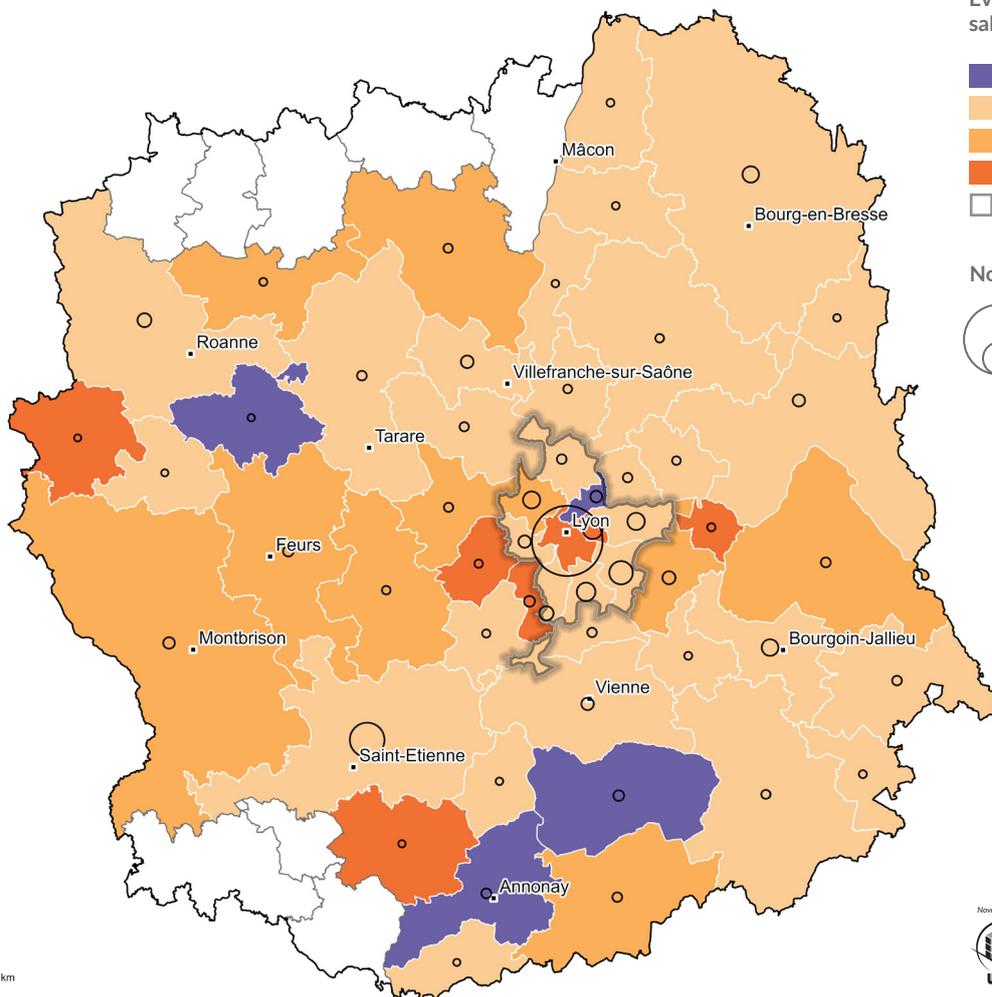
CC de Miribel et du Plateau  
10 000 emplois salariés



CC du Pays de l'Ozon  
9 900 emplois salariés



**Nombre d'emplois salariés privés hors intérim au 2<sup>e</sup> trimestre 2022 par EPCI et CTM de la métropole de Lyon et évolution en un an**

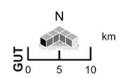


**Évolution de l'emploi salarié privé hors intérim**

- En baisse de -3,5% à 0%
- En hausse de 0% à +2,5%
- En hausse de +2,5% à +3,5%
- En hausse de +3,5% à +6%
- Non renseigné

**Nombre d'emplois**

- 250 000
- 100 000
- 10 000





# Les recrutements

## Clés de lecture

**Déclaration préalable à l'embauche (DPAE) :** formalité obligatoire effectuée par l'employeur dans les huit jours précédant l'embauche, quelles que soient la durée et la nature du contrat de travail (hors intérim).

Ne sont comptés ici que les contrats d'au moins un mois.

**Source :** Open data Pôle emploi Auvergne-Rhône-Alpes

([www.observatoire-emploi-ara.fr](http://www.observatoire-emploi-ara.fr)) - Urssaf, CCMSA. Données corrigées des variations saisonnières.

### Périmètres :

les huit plus grands EPCI de l'aire d'attraction de Lyon

## Lexique

**EPCI :** Établissement public à caractère intercommunal

**CC :** Communauté de communes

**CA :** Communauté d'agglomération

**CDD :** Contrat à durée déterminée

**CDI :** Contrat à durée indéterminée

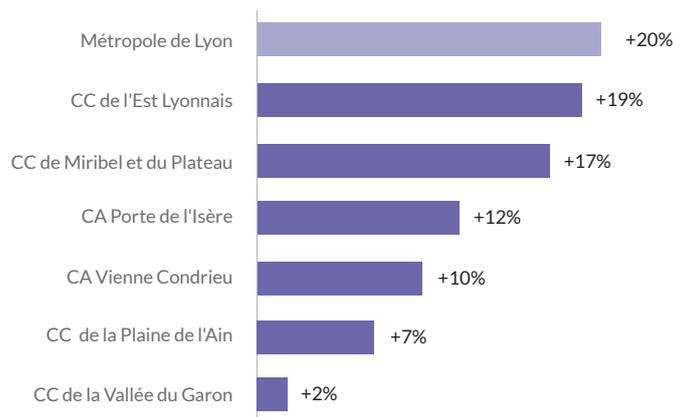
## Les embauches en hausse continue

Au cours des trois premiers trimestres de l'année 2022, le nombre de déclarations d'embauche de plus d'un mois hors intérim progresse par rapport aux trois premiers trimestres de 2021. La hausse sur un an est de 20 % pour la métropole de Lyon ; elle est également soutenue dans la communauté de communes de l'Est lyonnais (+19 %) et dans celle de Miribel et du Plateau (+17%). Elle est plus modérée dans la Plaine de l'Ain et la Vallée du Garon (respectivement +7 % et +2 %).

En cumul sur un an (d'octobre 2021 à septembre 2022 par rapport aux douze mois précédents), ce sont les recrutements en CDI qui augmentent le plus : +31 % dans la métropole de Lyon ; ils y représentent 61 % des embauches de plus d'un mois (hors intérim). La part de CDI atteint 69 % dans la CC de la Vallée du Garon, elle n'est que de 58 % dans la CC de la Plaine de l'Ain.

## Evolution du nombre de recrutements au cours des trois premiers trimestres 2022 dans les huit plus grands EPCI de l'aire d'attraction de Lyon

par rapport aux trois premiers trimestres 2021



## Nombre de recrutements au cours des trois premiers trimestres 2022

MÉTROPOLE DE LYON	249 670
CA PORTE DE L'ISÈRE	15 080
CA VIENNE CONDRIEU	10 170
CC DE L'EST LYONNAIS	7 700
CC DE LA PLAINE DE L'AIN	6 520
CC DE LA VALLÉE DU GARON	5 160
CC DE MIRIBEL ET DU PLATEAU	3 860

# Le taux de chômage

## Clés de lecture

Le taux de chômage est le rapport entre le nombre de chômeurs au sens du Bureau international du travail (BIT) et le nombre de personnes actives (en emploi ou au chômage).

Un chômeur au sens du BIT est une personne âgée de 15 ans ou plus qui est sans emploi au cours de la semaine de référence, est disponible pour travailler dans les deux semaines à venir et a effectué, au cours des quatre dernières semaines, une démarche active de recherche d'emploi ou a trouvé un emploi qui commence dans les trois mois.

Source : Insee

Périmètres : zones d'emploi

## Le chômage stable depuis trois trimestres

Les taux de chômage des zones d'emploi du carré métropolitain s'échelonnent entre 4,9 % et 7,9 % au deuxième trimestre 2022. Ils sont stables par rapport à ceux du trimestre précédent qui eux-mêmes l'étaient par rapport au trimestre d'avant. Ils sont tous plus bas qu'à la même période un an auparavant.

Parmi les douze zones d'emploi qui constituent le carré métropolitain, trois enregistrent un taux de chômage supérieur à 7 % : celles de Saint-Etienne (7,9 %), d'Oyonnax (7,6 %) et de Vienne-Annonay (7,1 %). A l'inverse, les zones d'emploi de Tarare (4,9 %), de la Plaine du Forez (5,2 %), de Voiron (5,2 %) et de Villefranche-sur-Saône (5,4 %) affichent les taux de chômage les plus faibles.

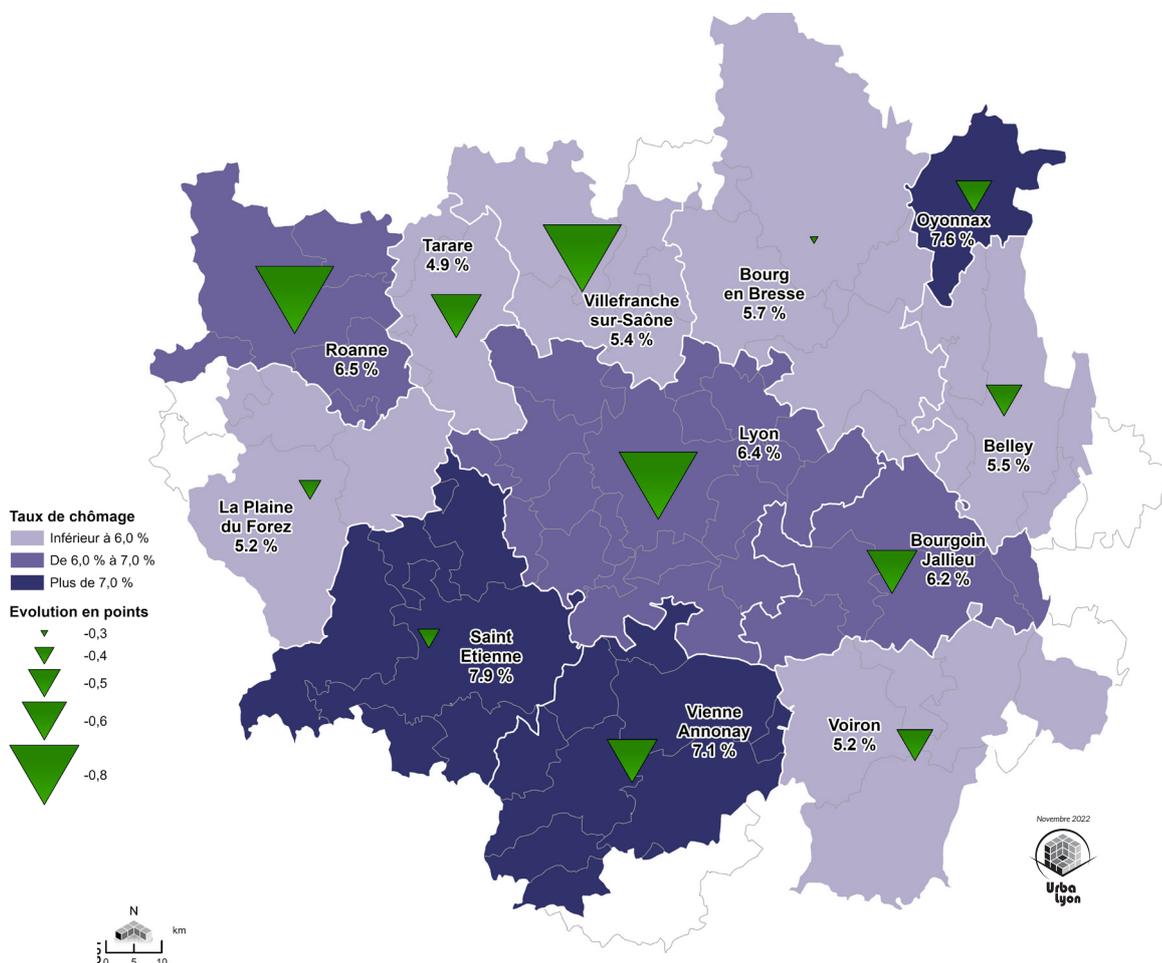
Le taux de chômage de la zone d'emploi de Lyon s'établit à 6,4 % de la population active au 2<sup>e</sup> trimestre 2022.

Au sein de la zone d'emploi de Lyon, le taux de chômage de la métropole de Lyon est plus élevé : il s'établit à 7,1 %, toutefois en deçà de la moyenne nationale (7,4 %).

## Toujours inférieur à la situation d'avant-covid

Comme au niveau national, au deuxième trimestre 2022, même si les taux de chômage au sens du BIT sont quasi stables depuis deux trimestres, ils sont tous inférieurs aux taux d'avant la crise sanitaire (fin 2019), proches d'ailleurs des taux d'avant la crise financière de 2008.

## Taux de chômage par zone d'emploi au premier trimestre 2022 et évolution en un an



# Les demandeurs d'emploi

## Clés de lecture

Les catégories A, B et C regroupent des demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi.

Les catégories A sont sans emploi.

Les catégories B ont exercé une activité réduite courte (78 h et moins au cours du mois).

Les catégories C ont exercé une activité réduite longue (plus de 78 h au cours du mois).

QPV : Quartier politique de la ville

Source : Pôle emploi - STMT et Open data Pôle emploi Auvergne-Rhône-Alpes

([www.observatoire-emploi-ara.fr](http://www.observatoire-emploi-ara.fr)) :

données brutes ; sauf les courbes d'évolution : données CVS

Périmètres : métropole de Lyon et sept autres plus grands EPCI de l'aire d'attraction de Lyon

## Le nombre de demandeurs d'emploi à la baisse

Les demandeurs d'emploi de catégories ABC à fin septembre 2022 sont moins nombreux qu'un an auparavant : le taux d'évolution affiché est égal à -7,5 %. A fin septembre 2022, dans la métropole de Lyon, 120 600 personnes sont demandeurs d'emploi, inscrites à Pôle emploi.

La baisse est plus marquée encore pour les demandeurs d'emploi n'ayant pas travaillé au cours du mois (catégorie A) avec -13,7 % en un an. A fin septembre 2022, 67 840 personnes sont inscrites en catégorie A. Le poids de cette catégorie continue de diminuer : elle représente désormais 56 % de l'ensemble des demandeurs d'emploi, contre plus de 70 % en avril-mai 2020, au plus fort de la crise sanitaire.

## Nombre de demandeurs d'emploi (DE) fin septembre 2022 et évolution sur un an

Données brutes

	DE cat ABC	Évolution en un an	DE cat A	Évolution en un an
METROPOLE DE LYON	120 620	-7,5%	67 840	-13,7%
CA PORTE DE L'ISERE	9 140	-6,8%	4 820	-13,9%
CA VIENNE CONDRIEU	5 970	-8,3%	3 280	-12,0%
CC PLAINE DE L'AIN	5 740	-5,1%	2 860	-12,1%
CA VILLEFRANCHE BEAUJOLAIS SAÔNE	5 660	-7,6%	2 990	-12,0%
CC EST LYONNAIS	2 090	-9,2%	1 090	-18,0%
CC VALLEE DU GARON	1 800	-3,5%	960	-8,7%
CC DE MIRIBEL ET DU PLATEAU	1 330	-6,4%	680	-15,2%

## La situation s'améliore dans tous les EPCI voisins

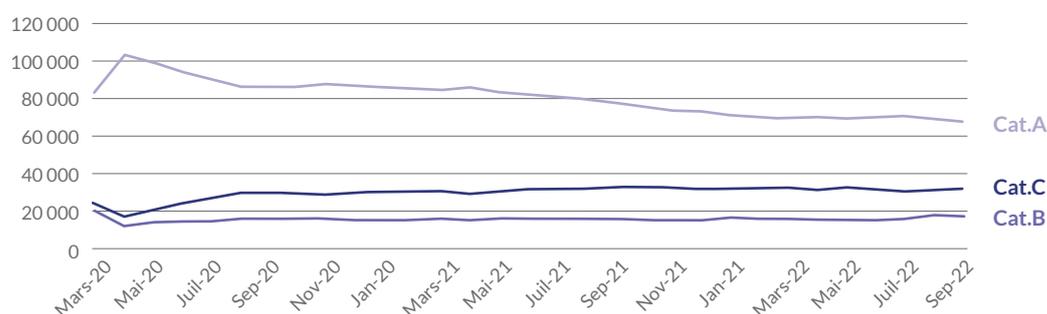
Dans les EPCI voisins, les données relatives aux demandeurs d'emploi invitent à l'optimisme également. En un an, le nombre de demandeurs d'emploi de catégories ABC diminue dans tous les EPCI dans une fourchette comprise entre -3,5 % et -9,2 % selon les territoires. Les deux diminutions les plus fortes concernent la CA Vienne Condrieu (-8,3 %) et la CC de l'Est lyonnais (-9,2 %).

Les baisses sont toutes plus fortes s'agissant des demandeurs d'emploi sans aucune activité au cours du mois (catégorie A) : elles s'échelonnent entre -8,7 % et -18,0 %. Dans la CC de Miribel et du Plateau ainsi que dans la CC Est lyonnais, les nombres de demandeurs d'emploi de catégorie A diminuent de -15,2 % et -18,0 %.

Toutefois, si sur un an la baisse est réelle et montre en creux l'amélioration du marché de l'emploi, la situation de ce trimestre demeure quasiment identique à celle du trimestre précédent (+0,1 %), signe d'un temps de pause - ou d'arrêt - dans la tendance à la baisse observée depuis plusieurs mois.

## Évolution du nombre de demandeurs d'emploi entre février 2020 et septembre 2022 dans la métropole de Lyon

Données cvs



## Une embellie économique qui profite aux demandeurs d'emploi de longue durée

La baisse globale du nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A (-13,7 % sur un an dans la métropole de Lyon) profite plus aux hommes (-15,0 %) qu'aux femmes (-13,0 %), et davantage aux jeunes (-17,8 %) qu'aux seniors (-11,2 %).

Elle bénéficie nettement aux personnes éloignées durablement du marché du travail, en recherche d'emploi depuis au moins un an. Parmi les catégories A, les effectifs de personnes inscrites à Pôle emploi depuis un an ou plus chutent de 22,8 % en un an (soit 3 500 personnes de moins). Ce constat intervient après plusieurs années de hausse continue du nombre des demandeurs d'emploi de longue et très longue durée.

Les baisses sont un peu moins favorables pour les résidents en QPV (-12,4 %) et les bénéficiaires du RSA (-13,3 %) mais avec tout de même des résultats encourageants.

## Des tensions sur les recrutements qui s'accroissent

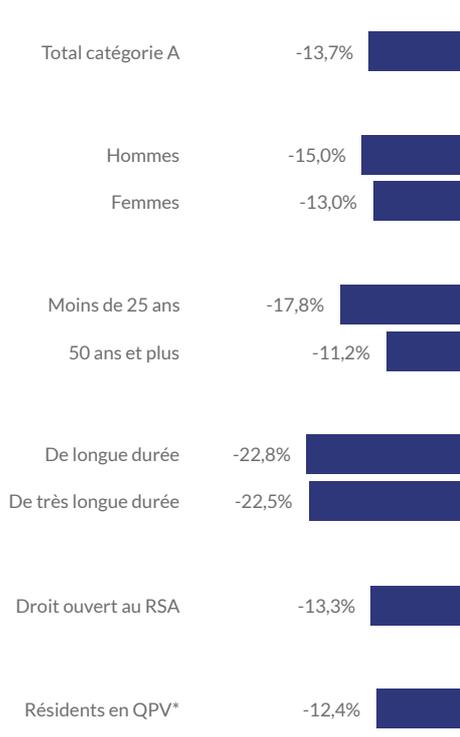
Les offres d'emploi collectées par Pôle emploi augmentent encore. Leur nombre s'est accru de 36 % sur la période allant d'octobre 2021 à septembre 2022 par rapport à celle d'octobre 2020 à septembre 2021. Dans le même temps, le nombre de demandes d'emploi enregistrées par Pôle emploi reste stable. Au total, au cours des 12 derniers mois, près de 150 000 demandes d'emploi et 143 500 offres d'emploi sont enregistrées par Pôle emploi.

Parmi les dix métiers les plus recherchés par les demandeurs d'emploi, on observe, pour la plupart, un déséquilibre entre les volumes de demandes et d'offres d'emploi enregistrées. A l'exception des services domestiques pour lesquels on dénombre plus d'offres d'emploi que de demandes, les neuf autres métiers parmi les dix les plus recherchés sont déficitaires en offres. En particulier, le nettoyage de locaux, la vente en habillement, la mise en rayon libre-service ou encore la conduite et livraison par tournées sur courte distance comptabilisent plus de deux demandes d'emploi pour une offre et jusqu'à six pour la vente en habillement.

Parmi les dix métiers les plus recruteurs, nombreux sont ceux qui sont concernés par des difficultés de recrutement. Les plus exposés sont les métiers de l'installation et de la maintenance d'équipements industriels (6 offres pour une demande), la sécurité et la surveillance privée, la comptabilité ou encore l'assistantat commercial avec deux offres pour une demande.

## Évolution en un an du nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A dans la métropole de Lyon, selon le profil

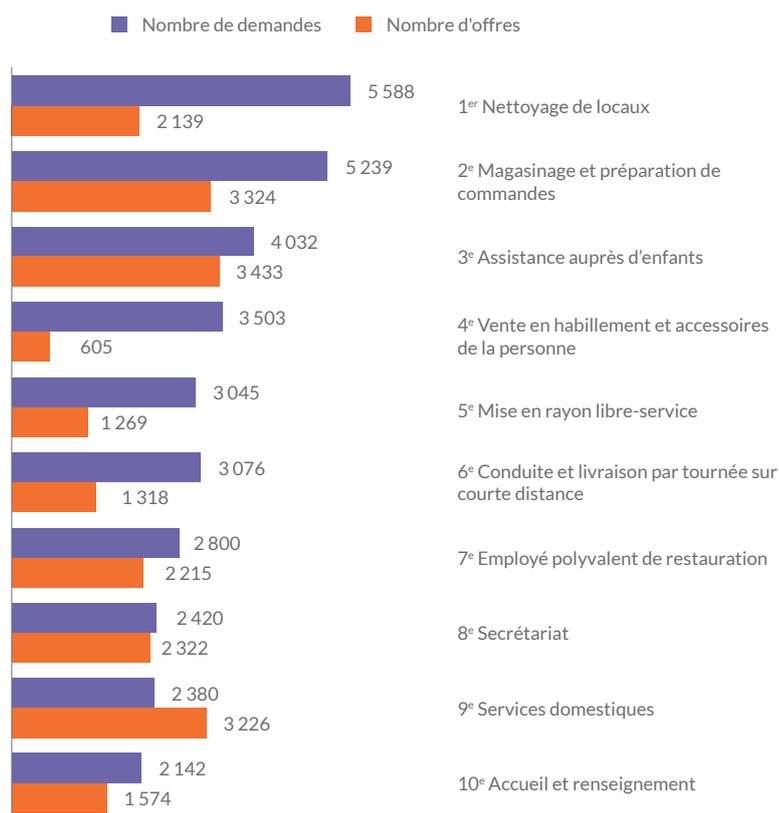
Septembre 2022 par rapport à septembre 2021. Données brutes



\*QPV : Quartier Politique de la ville

## Les 10 premiers métiers recherchés par les demandeurs d'emploi : demandes et offres collectées sur un an glissant

Cumul d'octobre 2021 à septembre 2022. Données brutes



# Les bénéficiaires du Revenu de solidarité active (RSA)

## Clés de lecture

Le Revenu de solidarité active (RSA) est une allocation qui complète les ressources initiales du foyer pour qu'elles atteignent le niveau d'un revenu garanti. L'allocation varie en fonction de la composition du foyer et du nombre d'enfant(s) à charge, du montant des revenus d'activité du foyer, de certaines autres ressources (pensions alimentaires, rentes, indemnités chômage...) et des aides au logement perçues.

La Prime d'activité (PPA) est une prestation qui vise à lever les freins monétaires au retour à l'emploi et à soutenir le pouvoir d'achat des travailleurs aux ressources modestes. Elle permet également aux jeunes actifs âgés de 18 à 25 ans de bénéficier d'une aide à l'emploi, y compris les étudiants et les apprentis. La prime d'activité est calculée sur la base des ressources de l'ensemble des membres du foyer, indiquées à la Caf par une déclaration trimestrielle.

Source : Caf du Rhône – Données semi-définitives  
Périmètre : métropole de Lyon

## 1 350 foyers allocataires de moins en un an

Après une année 2020 marquée par une nette hausse du nombre d'allocataires du RSA, les effectifs ne cessent de baisser, traduction directe du regain d'activité enregistré après la pandémie de covid.

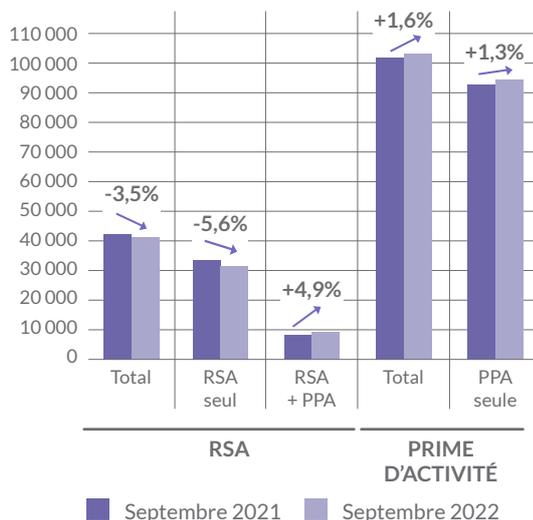
Dans la métropole de Lyon, le nombre de foyers bénéficiaires du RSA atteint 40 560 fin septembre 2022, ce qui représente une baisse de 3,5 % et 1 350 foyers allocataires de moins par rapport à septembre 2021. Le nombre d'allocataires demeure néanmoins encore 2 % supérieur à celui de septembre 2019.

Les effectifs d'allocataires de la prime d'activité continuent de croître (+1,6 % en un an) et la hausse concerne plus particulièrement les allocataires percevant simultanément le RSA et la prime d'activité. Ces derniers représentent 23 % des allocataires du RSA, mais leur nombre a crû de 4,9 % en un an. Cette évolution va de pair avec la forte progression du nombre de demandeurs d'emploi en activité réduite courte (catégorie B) sur la même période (+9,9 % en un an).

## Nombre de foyers allocataires fin septembre 2022

Allocataires RSA	40 560
Allocataires prime d'activité	102 770

## Évolution du nombre de foyers bénéficiaires entre septembre 2021 et septembre 2022



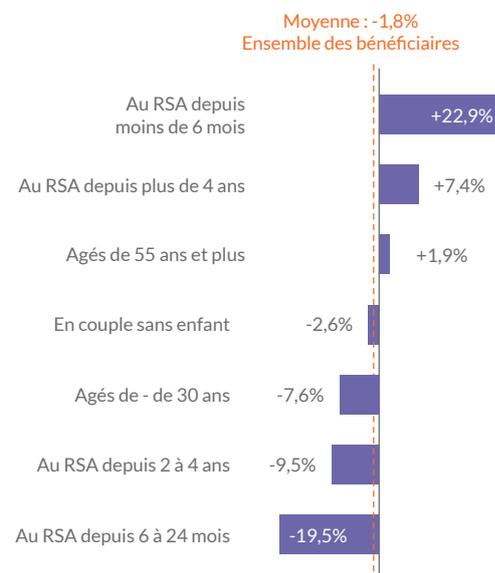
## Un recul plus sensible du nombre de jeunes allocataires du RSA

La situation à fin juin 2022 montre la poursuite de la progression des effectifs des allocataires du RSA les plus âgés et des allocataires les plus anciens dans le dispositif, avec en un an, respectivement +1,9 % de 55 ans et plus et +7,4 % d'allocataires depuis plus de quatre ans. Ceci confirme qu'une frange croissante de la population la plus éloignée de l'emploi reste malheureusement en marge de la reprise économique. La part des bénéficiaires du RSA depuis plus de quatre ans représente désormais 50 % du total des allocataires en juin 2022 (en hausse de 8 points par rapport à juin 2019).

Les bénéficiaires du RSA depuis moins de 6 mois (un allocataire sur dix) sont en très forte hausse avec +22,9 %.

Les allocataires dans le dispositif depuis 6 mois à 24 mois enregistrent des évolutions très encourageantes avec des baisses d'effectifs de 19,5 % entre juin 2021 et juin 2022. Les allocataires de moins de 30 ans profitent également de l'embellie avec un recul de 7,6 % en un an.

## Profil des bénéficiaires du RSA concernés par les plus fortes variations (hausse ou baisse) entre juin 2021 et juin 2022



# Les créations d'entreprise

## Clés de lecture

Une création d'entreprise correspond à l'apparition d'une unité légale exploitante n'ayant pas de prédécesseur, avec mise en place de nouveaux moyens de production. Les statistiques incluent les créations sous le régime de micro-entrepreneur. À partir de janvier 2022, les séries de créations d'entreprises sont calculées selon un dispositif rénové, elles ont été recalculées avec cette méthode depuis 2012.

Source : Insee (données brutes)

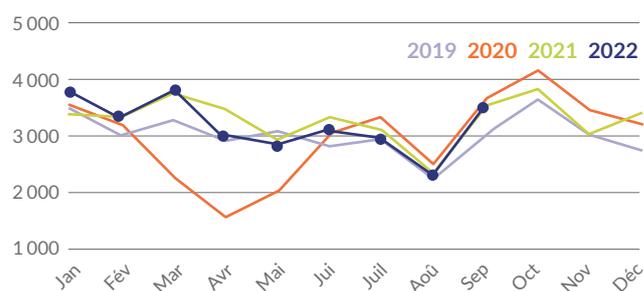
Périmètre : circonscription départementale du Rhône

## Une stabilité du nombre de créations par rapport à 2021

En septembre 2022, il y a eu 3 502 nouvelles entreprises dans le Rhône, dont les deux tiers de micro-entreprises. C'est stable par rapport à 2021. Aux niveaux régional et national, le nombre de créations mensuelles a augmenté. En cumul depuis janvier, le volume de créations est équivalent à celui de 2021 : -0,9 % dans le Rhône (28 700 créations), +0,2 % en Auvergne-Rhône-Alpes et -0,1 % en France.

Au niveau national, le nombre de créations augmente dans les secteurs des services : information et communication (+14 %), services supérieurs et opérationnels (+17 %), autres services (culture, loisirs, services personnels et réparation, +20 %)... Le nombre de créations diminue en revanche dans le commerce (-18 %), l'hébergement-restauration (-11 %). Les nouvelles entreprises du transport, majoritairement des micro-entrepreneurs dans les activités de livraison, sont beaucoup moins nombreuses que l'année dernière : -40 %.

## Nombre de créations d'entreprise dans le Rhône



## Evolution des créations d'entreprise entre septembre 2021 et septembre 2022

RHÔNE	+0,2%
AUVERGNE-RHÔNE-ALPES	+5%
FRANCE	+10%



# Les défaillances d'entreprise

## Clés de lecture

**Une défaillance d'entreprise** correspond à l'ouverture d'une procédure de sauvegarde, de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire (y compris les résolutions de plans), lorsqu'une entreprise est en état de cessation de paiement.

**Sources :** Tribunal de commerce de Lyon ; Conseil national des greffiers des tribunaux de commerce

**Périmètre :** ressorts des tribunaux de commerce (pour le tribunal de Bourg-en-Bresse, il s'agit de la totalité du département de l'Ain)

## Une recrudescence de défaillances depuis juin

900 procédures collectives ont été ouvertes au Tribunal de commerce de Lyon entre janvier et octobre 2022. Ce nombre est en hausse de 43 % par rapport à la même période en 2021 (630 procédures). L'augmentation des défaillances est plus marquée au niveau national (+56 %), ainsi que dans les autres tribunaux de commerce de l'aire métropolitaine, en particulier ceux de Villefranche-Tarare et de Vienne.

Si l'on regarde les évolutions mensuelles, on note un retour aux niveaux d'avant-crise à partir du mois de juin. Cette recrudescence de défaillances s'explique par plusieurs facteurs : un retour « à la normale » après deux années atypiques, des difficultés liées au remboursement des prêts garantis par l'Etat (PGE) octroyés pendant la crise sanitaire ou aux procédures d'apurement de la part de l'Urssaf, des difficultés liées au contexte

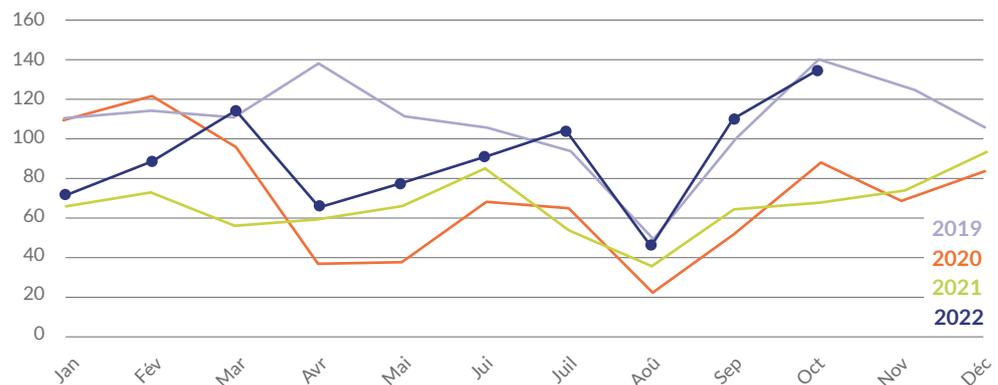
économique (prix et disponibilité des matières premières, prix de l'énergie, recrutement), une dégradation de la trésorerie.

Le nombre de procédures amiables (mandats ad hoc et conciliations) est par ailleurs en forte hausse. Ces procédures permettent un traitement confidentiel et préventif des difficultés, avant le recours aux procédures collectives.

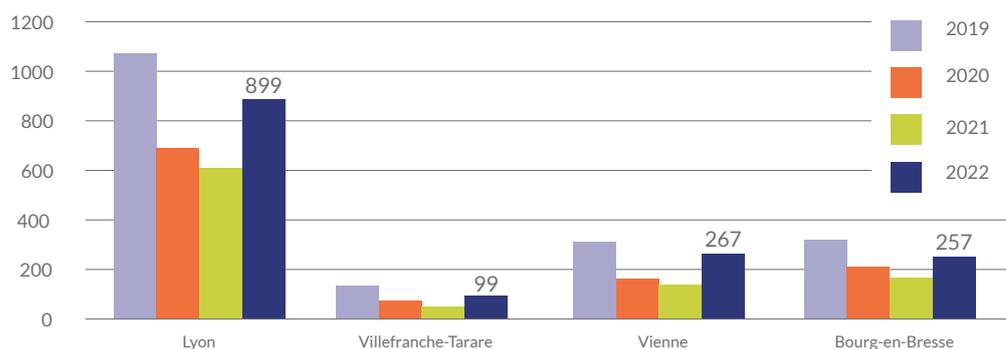
## L'hébergement-restauration en hausse

Les entreprises du commerce sont les plus nombreuses : elles représentent 23 % des entreprises en procédure collective au Tribunal de Lyon. La part du secteur de la construction est également importante mais elle est en retrait par rapport à la situation avant la crise sanitaire (25 % des procédures en 2019, seulement 20 % en 2022). A l'inverse, la part du secteur de l'hébergement et de la restauration est en hausse, pour atteindre 11 % des procédures en 2022.

## Nombre de procédures collectives au Tribunal de commerce de Lyon



## Nombre annuel de procédures collectives par tribunal en cumul de janvier à octobre





# L'immobilier d'entreprise

## Clés de lecture

L'observatoire du Cecim (Centre d'études de la conjoncture immobilière de la région lyonnaise) publie tous les trimestres une analyse globale du marché de l'immobilier d'entreprise, par type de locaux (bureaux, activité, logistique).

Source : Cecim

Périmètre : région lyonnaise (périmètre d'étude du Cecim)

## Une activité à haut niveau

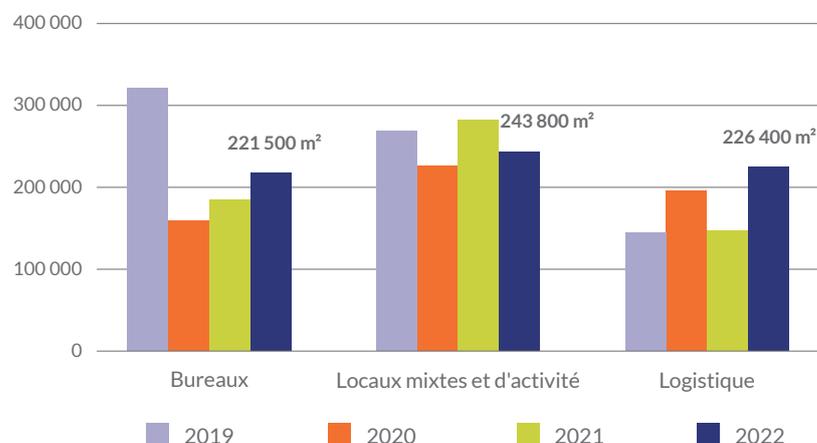
Les marchés de l'immobilier d'entreprise affichent de bons résultats depuis le début de l'année, en particulier si on les compare avec l'année 2019 qui avait été exceptionnelle en région lyonnaise.

Sur le marché des bureaux, plus de 220 000 m<sup>2</sup> ont été placés entre janvier et septembre, soit 20 % de plus qu'en 2021. Il n'est donc pas noté pour l'instant de repli de la demande concernant l'immobilier tertiaire lié à la généralisation du télétravail depuis la crise sanitaire, ce que corrobore également la stabilité des valeurs locatives. Le nombre de transactions est stable par rapport à l'an passé (370 transactions) mais elles sont de plus grande taille. Le secteur de la Part-Dieu accueille 30 % des surfaces placées, suivi de Gerland et de Vaise (14 % chacun).

Le marché des locaux d'activité est relativement stable, avec près de 244 000 m<sup>2</sup> placés entre janvier et septembre, un chiffre proche de la moyenne des dix dernières années. La part de l'immobilier neuf est limitée, autour de 30 % des surfaces placées. A noter que le nombre de transactions est en baisse (290 transactions de janvier à septembre 2022 contre 330 sur la même période en 2021).

Le marché de l'immobilier logistique enregistre 11 transactions depuis le début de l'année, la moitié des surfaces étant placées dans le Nord-Isère et l'Est lyonnais.

## Demande placée par marché (en m<sup>2</sup>)





# Les principales actualités du trimestre

## Clés de lecture

**Champ** : sélection d'événements économiques concernant les entreprises du territoire, d'août à novembre 2022

**Source** : veille presse et internet

**Périmètre** : aire d'attraction de Lyon

## Industrie et économie circulaire

**CODEO**  
Reconditionnement informatique  
Rillieux-la-Pape (69)

Le groupe installe ses activités dans un nouvel entrepôt de 6 000 m<sup>2</sup>, un « hub de l'économie circulaire » qu'il partage avec d'autres acteurs (Envie Rhône-Alpes, Ecodair...); 8 M€ ont été investis.

**GENERAL INDUSTRIES**  
Recyclage des déchets  
Blyes (01)

Le groupe aixois inaugure l'usine de sa filiale 1.08 Recyclage, destinée au recyclage des plastiques provenant d'objets électriques du quotidien. 10 M€ ont été investis dans cette nouvelle activité.

**RENAULT TRUCKS**  
Mobilités actives  
Vénissieux (69)

Le groupe inaugure un atelier d'assemblage de vélos-cargos utilitaires à assistance électrique, en partenariat avec le Lyonnais Kleuster, avec une douzaine de salariés.

## Logistique

**COVERGUARD**  
Equipements de protection individuelle  
Mionnay (01)

Le groupe fait construire par la foncière Argan son futur siège et entrepôt, actuellement à Miribel-Les Echets; 15 M€ investis pour 15 000 m<sup>2</sup> de bâtiments.

**GROUPE LA POSTE**  
Courrier et colis  
Corbas (69)

Le groupe inaugure une nouvelle plateforme de messagerie de 13 000 m<sup>2</sup>, pouvant traiter plus de 100 000 courriers et 26 000 colis par jour avec 200 salariés.

**SMAD – FRESENIUS MEDICAL CARE**  
Fabrication de dialyseurs  
Savigny et Sain-Bel (69)

Le groupe acquiert une parcelle à proximité de son site de production pour y construire une unité logistique; 9 M€ y seront investis.

**UPS**  
Transport de colis  
Colombier-Saugnieu (69)

Le spécialiste américain inaugure sa nouvelle plateforme à l'aéroport de Lyon-Saint Exupéry, avec une capacité de tri doublée; 12 M€ ont été investis.

## Tertiaire

**CISCO**  
Transformation numérique  
Villeurbanne (69)

Le groupe américain inaugure son nouveau centre de R&D dédié à la cybersécurité des équipements industriels, issu du rachat de Sentryo en 2019 et tête de pont mondiale de l'activité Cisco Cyber Vision.

**NEMERA SERVICES**  
Solutions d'administration de médicaments  
La Verpillière (38) et Lyon 7 (69)

L'entreprise installe à Gerland son siège ainsi que ses équipes européennes d'innovation, auparavant dans le Nord-Isère, avec environ 300 personnes.

**SNCF RÉSEAU**  
Centre de formation  
Saint-Priest (69)

L'entreprise ferroviaire inaugure son troisième campus national, dédié aux métiers de la maintenance, de la circulation et des travaux (40 000 m<sup>2</sup>, 42 M€ investis).

## Levées de fonds

<b>CSB.SCHOOL</b> Enseignement supérieur Lyon (69)	L'école de management de la cybersécurité, créée en mars, lève 4 millions d'euros auprès d'une dizaine d'investisseurs et organismes bancaires pour financer ses équipements et aménagements.
<b>FASTEESH</b> Produits d'hygiène Caluire-et-Cuire (69)	La jeune entreprise lève 6 M€ pour accroître la commercialisation de sa brosse à dents électrique Y-Brush.
<b>FOOD'LAB HOLDING</b> Cuisines fantômes Lyon (69)	L'entreprise lève 6 M€ pour financer son ambitieux plan de développement, qui prévoit de déployer 100 cuisines clés en main d'ici fin 2023 en France.
<b>ITEN</b> Microbatteries lithium-ion Dardilly (69)	L'entreprise lève 80 M€ et ouvre son capital à Bpifrance et Seb Alliance. Elle prévoit des recrutements, une extension de son parc de machines et, à terme, la création d'une nouvelle usine.
<b>LION DISTRIBUTION / EOVOULT</b> Vélos pliants à assistance électrique Lyon et Genas (69)	L'entreprise lève 16 M€ pour soutenir sa croissance en Europe et développer son outil industriel.
<b>MABLINK BIOSCIENCES</b> Traitement du cancer Lyon (69)	La société, accompagnée par Pulsalys, boucle un tour de table de 31 M€ pour faire entrer son candidat médicament en stade clinique.
<b>OÉ</b> Vins biologiques Lyon (69)	La jeune entreprise, certifiée B Corp, lève 5 M€ pour se développer en France et à l'international.
<b>UMI</b> Accompagnement à l'innovation Lyon (69)	La jeune société lève 5 M€ pour ouvrir une filiale aux Etats-Unis et faire évoluer sa plateforme de test.

## Difficultés et défaillances

<b>BOOSTHEAT</b> Compresseurs thermiques économes en énergie Vénissieux (69)	Placée en procédure de sauvegarde, la société recherche de nouveaux partenaires industriels dans le cadre d'une cession.
<b>PLACE DU MARCHÉ</b> Livraison à domicile Civrieux-d'Azergues (69)	L'entreprise de livraison alimentaire, issue du rachat de Toupargel en 2019, demande son placement en procédure de sauvegarde en raison de difficultés économiques et financières.
<b>SAFRAN</b> Freins en carbone Feyzin (69)	Le groupe annonce le report de la construction de l'usine prévue à Feyzin, en raison du choc énergétique et de la faible rentabilité attendue.
<b>SAVOIE RÉFRACTAIRES</b> Eléments pour fours verriers et hauts fourneaux Vénissieux (69)	Le groupe Saint-Gobain annonce l'arrêt des activités de l'usine début 2023 ; elle emploie 70 salariés.

Nous remercions  
l'Aderly Invest in Lyon,  
la Banque de France,  
le Cecim,  
l'Insee,  
le Medef Lyon-Rhône,  
la Métropole de Lyon,  
Pôle emploi,  
le Tribunal de commerce de Lyon,  
l'Urssaf  
et la Ville de Lyon  
pour leur participation à l'élaboration de cette publication.

Directeur de publication : **Damien Caudron**  
Référent : **Clarisse Garin-Hameline** 04 81 92 33 40  
**c.garinhameline@urbalyon.org**  
ISSN 0753-34-54

Ce rapport résulte d'un travail associant les métiers  
et compétences de l'ensemble du personnel de l'Agence d'urbanisme



Agence d'**Urbanisme** de l'aire  
métropolitaine **lyonnaise**

Tour Part-Dieu, 23<sup>e</sup> étage  
129 rue Servient  
69326 Lyon Cedex 3  
Tél. : +33(0)4 81 92 33 00  
[www.urbalyon.org](http://www.urbalyon.org)

La réalisation de ce rapport a été permise par la mutualisation  
des moyens engagés par les membres de l'Agence d'urbanisme